fr

Press release | 15.04.2014

Fonds européens pour l'innovation médicamenteuse

Les écologistes, isolés, soutiennent une innovation utile et créatrice d'emplois

Le Parlement européen réuni en plénière s'est prononcé aujourd'hui en faveur du projet de cofinancement IMI (Innovative medicines initiative), dans le cadre du programme pluriannuel Horizon 2020 pour le financement de la recherche européenne. Le parlement européen était seulement consulté pour avis, n'ayant pas le droit de codécision sur ce sujet, dont la prérogative est laissée à la Commission européenne et au Conseil.

Réaction de **Michèle RIVASI**, Vice-Présidente du groupe des Verts/ALE au parlement européen :

"Les eurodéputés viennent aujourd'hui de donner un avis favorable à l'octroi de 1,7 milliards d'euros sur 7 ans à l'industrie pharmaceutique mondialisée, par l'intermédiaire de sa fédération européenne (EFPIA) qui défend les intérêts de toutes les plus grandes entreprises de ce secteur à Bruxelles.

Et ce, sans aucune conditionnalité de création d'emplois en Europe, contrairement à ce que réclamaient les écologistes. Cet avis est totalement irresponsable, notre groupe a voté contre!

Pour avoir régulièrement rencontré les syndicats de travailleurs de ce secteur, je constate actuellement une terrible crise de l'emploi dans le domaine pharmaceutique en France et en Europe, alors même que les grandes firmes continuent d'engendrer des profits pharamineux grâce aux brevets qu'elles déposent.

Dans ce contexte, les PME sont particulièrement vulnérables : juges et partis, les plus gros du secteur fixent les objectifs de recherche ensuite entérinés par la Commission européenne, ils sont de fait avantagés pour remporter les appels d'offre organisés pour la répartition des fonds pour la recherche. Si elles veulent avoir accès aux financements publics de la recherche, les PME n'ont d'autre choix que de jouer le jeu de la sous-traitance de la R&D des grands labos. Les objectifs d'innovation fixés ne sont pas forcément connectés avec les besoins sanitaires réels de la population, mais bien plutôt avec la rentabilité du traitement pour telle ou telle

maladie.

Nous voulions une gouvernance de IMI partagée entre tous les acteurs concernés, aussi bien publics que privés : les socialistes ne nous ont pas suivis, permettant au gros labos de confisquer la gouvernance aux autres parties prenantes. »

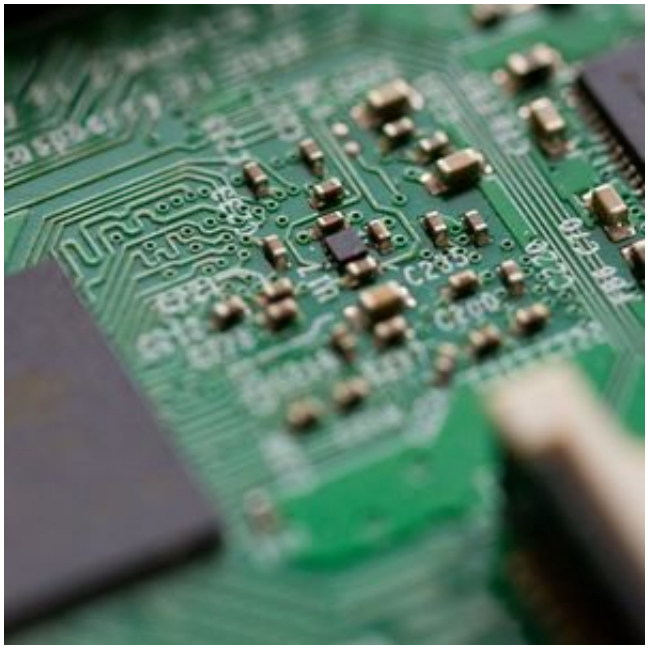
L’eurodéputée résume :

"Les citoyens européens paient l'addition et l'industrie globalisée s'invite au festin. Mais le retour social sur investissement n’est pas au rendez-vous, et la prévention environnementale et comportementale des maladies continue d'être un non sujet... peut-être parce que personne ne peut déposer de brevet sur la réduction des pollutions."

Recommended

Press release

chris-ried



Digital Fairness Act falls short on addictive design

11.11.2026

Study



PFAS levels in Europeans

01.10.2026

News

©zsofia-vera



PLENARY FLASH Greens/EFA Priorities 15 to 18 June

15.06.2026

Opinion



Toxic Beauty: How the EU’s new cosmetics rules could p…

07.04.2026

Responsible MEPs



Michèle Rivasi

Member

Please share

- E-Mail